

Paris, le mardi 2 mars 2010



Communiqué de Presse

Le SNETAA appelle a une mobilisation massive de tous les salariés pour la grève du 23 mars 2010

La grève du 12 mars 2010 dans l'Education Nationale a été décidée à l'issue d'une intersyndicale à laquelle le SNETAA-eiL n'a pas été convié. Et pour cause ! Les syndicats appelant à la grève appellent aussi contre la rénovation de la voie professionnelle, faisant un amalgame entre les postes supprimés dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques et la perte de postes en lycées professionnels !

Le SNETAA-eiL n'appelle donc pas à la grève le 12 mars.

La rénovation de la voie professionnelle a permis des avancées statutaires pour les PLP, elle a mis les élèves des lycées professionnels à égale dignité des autres filières.

Grâce à la ténacité du SNETAA-eiL, des situations problématiques ont été résolues dans nombre d'académies mais les moyens ne sont pas toujours tous donnés et quelques cas particuliers posent encore problème.

Le SNETAA-eiL invite donc les académies dans lesquelles la rénovation peine à être appliquée dans la lettre et dans l'esprit des textes, à mettre en place des actions locales, à une autre date que le 12 mars 2010. Seul le rapport de force permet de faire appliquer un cadre durement acquis !

Le SNETAA-eiL appelle par contre les collègues à la grève du 23 mars 2010.

Le SNETAA-eiL n'a jamais accepté la remise en cause systématique des acquis des fonctionnaires.

Attaques répétées contre le statut des fonctionnaires d'Etat, suppressions massives de postes dues à la RGPP, mobilité forcée, pouvoir d'achat réduit à peau de chagrin imposant la précarité à certains collègues dans des villes comme Bordeaux, Marseille ou Lyon, revalorisations salariales inexistantes malgré des discours dorés, système de retraite actuel vivement remis en question...

Pour toutes ces raisons, le SNETAA-eiL appelle ses adhérents à la grève interprofessionnelle le 23 mars 2010 ! Unissons nos forces pour repousser l'inacceptable, pour défendre notre avenir et celui de nos enfants, pour défendre nos statuts, nos services publics !